

Stocamine : des sifflets pour le préfet

Aujourd'hui 20:21 par Laurent BODIN , actualisé à 21:36 Vu 1344 fois



Archives L'Alsace/Thierry Gachon

préc.

suiv.

1 / 3



« Une étude technique et financière d'un nouveau déstockage partiel », c'est ainsi que le préfet du Haut-Rhin, Laurent Touvet, vient de présenter la décision du ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, dans le dossier Stocamine. En précisant qu'il s'agirait d'un déstockage partiel et non total des 41 500 tonnes de déchets enfouis à Wittelsheim, le représentant de l'Etat dans le département s'est attiré les sifflets d'une partie des 150 personnes qui participent à cette réunion publique organisée salle Grassegert à Wittelsheim.

Laurent Touvet a longuement exposé l'analyse des risques faite par l'Etat : « Aucune solution n'est parfaite. Toutes les solutions comportent des risques pour la nappe phréatique, risque considérablement diminué par le confinement parce que cela réduira à moins d'un m³ par an dans une nappe qui en compte 3 milliards... L'autre solution est le déstockage total ! Le temps presse et les risques sont aussi nombreux et plus graves : manutention au fond, reconditionnement en surface, stationnement des déchets en surface, transport de 60000 futs sur les routes du Haut-Rhin, risques pour l'environnement pour les entreposer... Rien ne permet d'affirmer que les mines allemandes, aux caractéristiques proches de Stocamine, accepteraient les déchets et si nous trouverons 200 personnes pour travailler dans des conditions difficiles au fond pendant dix ans. C'est pour cette raison que l'Etat a pris la décision de poursuivre le confinement des déchets pour préserver l'avenir et étudier la faisabilité technique et financière d'un nouveau déstockage partiel, ainsi que la poursuite à long terme de la surveillance des puits », a indiqué le préfet ce lundi soir à Stocamine.

Le déstockage total bientôt impossible ?

Auparavant, Philippe Sabourault, responsable du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), a indiqué que « les opérations de déstockage doivent commencer au plus tard en 2022. Au-delà, le déstockage total risque de ne pas être mené jusqu'à son terme en raison de la convergence géomécanique » de la mine qui se referme d'environ 8 cm par an. Sachant qu'il faudra deux ans de procédures administratives et de marchés publics, le BRGM estime dorénavant qu'une décision de déstockage total ne pourra être appliquée que si elle intervient dans les douze mois à venir. Ce déstockage total, qui fait partie des scénarii présentés par le BRGM, prévoit près de huit ans de travaux sur trois fronts d'extraction en parallèle.

Après le préfet, les partisans du déstockage total se relaient au micro. Au nom de Destocamine, Jean-Marie Dubel insiste sur « la faisabilité du déstockage mise en évidence par le rapport du BRGM » tandis qu'Etienne Chamik, ancien mineur hostile au projet depuis sa genèse dans les années 1990, assure que « tout ce que j'avais prédit est malheureusement arrivé ». Roland Dubel (CFTC) demande « l'application du principe de précaution » tandis qu'Antoine Homé, le maire (PS) de Wittenheim, assure que « tous les élus alsaciens et les citoyens réclament le déstockage total ». Et l'élue socialiste d'affirmer que le ministre De Ruger lui aurait confié qu'il s'est « trompé » en décidant initialement de tout confiner à Stocamine. « Pensez aux générations futures. La nappe phréatique d'Alsace est notre bien commun », ont également défendu plusieurs personnes dans l'assistance.